

Publié le 11 Janvier 2018

Les gourous médiatiques

Et l'Autorité des marchés financiers éprouva le besoin de recadrer Nabilla... mais les Français ont-ils vraiment plus besoin qu'avant qu'on les (ré)éduque ?



Ce 9 janvier, le compte officiel de l'AMF twittait "#Nabilla Le #Bitcoin c'est très risqué ! On peut perdre toute sa mise. Pas de placement miracle. Restez à l'écart", laissant entendre que la starlette doit être aidée dans ses choix, exprimant ici un besoin "d'éduquer" une partie de la population, dans une forme frôlant le mépris. Une attitude qui a déjà pu être rencontrée au cours de ces dernières années de la part des différentes élites françaises.

Avec [Edouard Husson](#)

Historien, spécialiste de l'Allemagne. Vice-Président de Paris Sciences et Lettres (PSL)

[Voir la bio en entier](#)

Ce 9 janvier, le compte officiel de l'AMF twittait "#Nabilla Le #Bitcoin c'est très risqué ! On peut perdre toute sa mise. Pas de placement miracle. Restez à l'écart.", laissant entendre que la vedette de télé-réalité doit être aidée dans ses choix, exprimant ici un besoin "d'éduquer" une partie de la population, dans une forme frôlant le mépris. Une attitude qui a déjà pu être rencontrée au cours de ces dernières années de la part des différentes élites françaises. Pour autant, peut-on réellement considérer que les Français seraient moins éduqués que par le passé ? Comment ont-ils pu

évoluer les niveaux d'éducation au cours de ces dernières décennies ?

Ce n'est pas un phénomène uniquement français. Il est général en Occident. Michael Young l'avait pressenti dans un livre paru en 1958, « The Rise of meritocracy » (La montée de la méritocratie), un livre bien plus intéressant que l'ouvrage tant de fois cité et totalement surestimé de Bourdieu sur la reproduction des élites. Young, sous la forme d'une fiction satirique, montre comment, après des décennies d'homogénéisation sociale sous l'effet de l'accès de plus en plus généralisé à l'enseignement secondaire, une société inégalitaire est en train de renaître, sous l'effet de l'accès croissant à l'enseignement supérieur d'un groupe qui reste malgré tout une minorité. Le livre est prémonitoire parce qu'il annonce ce que nous vivons. L'émergence d'un groupe important, mais ne représentant guère plus d'un tiers d'une génération, de diplômés de l'enseignement supérieur, est contemporain de la révolution néo-libérale et de la mise en place d'une société de plus en plus inégalitaire. Pour être plus précis, il existe un moment, le milieu des années 1960 aux USA, le début des années 1990 en France où l'accès à l'enseignement supérieur se met à stagner, comme si le corps social avait cessé de faire un effort pour élargir le groupe concerné. Dans les années qui suivent, une mentalité inégalitaire reprend le dessus: aux Etats-Unis, c'est le début de la remise en cause du Welfare State (le rejet du Fair State de Johnson); en France, au début des années 1990, c'est le vote sur Maastricht, qui est un vote opposant les sachants, les diplômés de l'enseignement supérieur, d'un côté, et les catégories moins ou pas diplômées de l'autre. Remarquez que la carrière des Clinton suit cette ascension de la « méritocratie », à partir de la fin des années 1960, moment de leur diplomation. Qu'est-ce que l'élection de Trump sinon l'expression d'une révolte aboutie de tous les non-experts, non-sachants qui ont trouvé un porte-parole? D'ailleurs Hillary Clinton en campagne les qualifie de « déplorables ». Qu'est-ce que la dénonciation des « fake news » sinon l'opposition entre le savoir des experts et le méprisable niveau d'information des ploucs qui votent sans comprendre? Le vote du Brexit relève de la même répartition entre « sachants » et « non-sachants ». Donc le comportement de l'AMF vis-à-vis de Nabilla est somme toute banal dans l'Occident actuel.

En prenant en considération cette élévation du niveau d'éducation moyen chez les Français, que révèle cette forme de mépris, parfois exprimée par une part des élites, une telle conception du monde est elle simplement compatible avec une démocratie ? N'est ce pas également un constat d'échec des politiques menées ? En quoi les réseaux sociaux ont ils pu avoir une influence, une "pouvoir de révélation" en l'espèce ?

Il faut distinguer deux phénomènes qui s'entrecroisent et contribuent au désarroi actuel. D'un côté, il est indéniable que le niveau monte. Toutes les statistiques reflètent l'augmentation du nombre de bacheliers et la stabilisation de la part d'une classe d'âge qui sort diplômée de l'enseignement supérieur. Cependant, on est frappé de voir le maintien d'un fort taux d'illettrisme, supérieur à 5%; ou bien le taux d'échec en licence (20% des inscrits au bout de trois ans). La revendication d'accès accru à l'enseignement secondaire puis supérieur s'est accompagnée d'une dénonciation, par la gauche éducative et culturelle, des méthodes et des contenus de l'éducation jusque-là réservée à des minorités. Ce faisant, on a jeté le bébé avec l'eau du bain. Il n'y avait aucune obligation, par exemple, à mettre en cause l'apprentissage du latin en même temps qu'augmentait le nombre d'élèves du secondaire; mais des générations de pédagogues et d'experts auto-proclamés ont méthodiquement sapé les fondements de la culture classique sous prétexte qu'elle aurait été l'un des piliers de la domination de classe. C'est là que la caricature par ses épigones de la thèse déjà très simpliste de Bourdieu a fait des ravages. Il y aurait eu une grande différence entre dire que l'on allait faire apprendre le latin à 80% d'une classe d'âge et fixer, comme l'a fait Jean-Pierre Chevènement dans les années 1980, l'objectif de 80% de bacheliers dans un système dont les organisateurs font tout pour rendre résiduel l'apprentissage du latin ou la découverte de la littérature classique et universelle. Il ne s'agit pas du latin pour lui-même mais des humanités, de la culture, de tous ces savoirs qui aident à développer l'esprit critique et qui auraient été, qui sont d'autant plus nécessaires dans le monde contemporain que les sciences et les techniques connaissent une accélération vertigineuse sous l'emprise de la révolution numérique. Au lieu de passer de 10% à 80% de vrais savants et « d'honnêtes hommes » dans nos sociétés, on a fabriqué 50% ou un peu plus de « demi-savants » qui abandonnent largement le pouvoir aux experts parce qu'ils n'ont pas reçu l'esprit critique qui leur permettrait de résister au despotisme éclairé des 1% les plus riches et de leurs valets académiques. On n'a jamais autant lu et brassé d'informations que dans nos sociétés mais on observe aussi comme la société dans son ensemble a du

mal à défendre une authentique démocratie.

Dès lors, quels sont les enjeux futurs d'une telle situation ? Entre éducation, prise en compte de la réalité des attentes des Français de la part des élites, et démocratie ?

L'enjeu n'est pas clair pour la plupart des individus. Nos politiques et nos sachants se sont gargarisés, depuis des années, de contribuer à l'avènement de « l'économie de la connaissance ». L'expression faisait déjà ringard il y a une décennie: Richard Florida avait lancé, aux USA, l'expression de « l'économie créative » ou des « classes créatives ». C'est le moment aussi où apparaît l'expression de « smart city », la « ville intelligente », non seulement parce qu'elle est pleine d'objets connectés et de capteurs mais aussi parce ce qu'y habitent les « classes créatives ». L'homme politique qui reprend cet idéal à son compte dans les termes les plus purs est sans aucun doute Tony Blair, qui réutilise la « méritocratie » de Michael Young, mais pour en faire l'éloge. Le New Labour, c'est le triomphe du règne des experts, de l'économie internet et de la métropolisation; c'est aussi l'émergence d'une opposition de plus en plus marquée entre Londres et le reste de la Grande-Bretagne. Evidemment, loin de l'idéal des Lumières, la montée des « classes créatives » s'accompagne aussi de la « comptabilité créative » qui mène à la crise des subprimes. Elle porte des mensonges d'Etat qui légitiment la destruction de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, de la Syrie et le massacre de millions d'innocents par des élites occidentales qui n'ont pourtant que le « Plus jamais ça! Plus jamais les génocides! Plus jamais les totalitarismes! » à la bouche. Grâce à internet et aux réseaux sociaux, jamais les moyens de vérifier les informations n'avaient été à ce point à disposition du plus grand nombre. Et pourtant ils sont peu utilisés parce que le système d'éducation secondaire et tertiaire du plus grand nombre ne forme plus suffisamment à l'esprit critique. Par réaction contre la morgue des sachants, les populismes dénoncent les politiques éducatives et universitaires. C'est Donald Trump coupant un certain nombre de budgets publics de la recherche. C'est Theresa May s'engageant dans une lutte stérile contre le salaire des présidents d'université britanniques. Mais le président américain ou le Premier ministre britannique se trompent de combats. S'il y a bien un défi que la droite doit lancer à la gauche, que les conservateurs doivent adresser aux libéraux, c'est celui de « l'éducation d'excellence pour tous ». Les outils de l'ère numérique permettent de mettre en place une éducation sur mesure pour de très grands nombres (grâce en particulier aux outils numériques d'analyse des processus d'apprentissage). Ce sont eux qu'il faut développer pour faire accéder plus d'enfants d'une classe d'âge à l'enseignement supérieur et, ainsi déclencher une nouvelle révolution démocratique.